

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 12 juin 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 14
Procurat(s) : 8
Absent(s) : 4
Nombres de votants : 22
Votes pour : 22
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : lundi 3 juin 2024

DELIBERATION N°DL_CP2024_0075

Relative au financement par le FIPHFP d'actions du Conseil départemental de Mayotte en faveur de l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap

L'an deux mille vingt-quatre, le douze juin, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

Conseillers départementaux représentés :

Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Madame Soihirat EL HADAD,
Monsieur Madi Moussa VELOU donne pouvoir à Madame Zamimou AHAMADI,
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME,
Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE,
Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC,
Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE,
Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI,
Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Nadjayedine SIDI, Madame Zaounaki SAINDOU, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI,
Monsieur Daniel ZAIDANI

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n° DL_AP2021_0203 du 1er juillet 2021 relative aux délégations d'attribution du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** la délibération N°DL_AP2024_0019 relative au Budget Primitif 2024 du Conseil départemental de Mayotte ;

Vu le rapport n°2024-002014 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu l'avis de la Commission administration générale, transport et transition écologique en date du 04 juin 2024 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer la convention avec le FIPHFP en faveur de l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap et tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;

Article 2 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivant du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et son affichage » et sa transmission au Représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental


Ben Issa OUSSENI



**CONVENTION SIMPLIFIÉE TRANSITOIRE
RELATIVE AU FINANCEMENT D'ACTIONS
MENÉES PAR LE DÉPARTEMENT DE MAYOTTE
À DESTINATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP**

Entre : **L'Établissement public administratif Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique**
12, avenue Pierre-Mendès-France, 75914 PARIS CEDEX 13
N° SIRET : 130 001 795 00041
Dénommé ci-après « le FIPHFP »

D'une part,

Et : **Le Département de Mayotte**
Hôtel du Département, 112, bd Halidi-Sélémani, B.P. 101, 97645 MAMOUDZOU CEDEX
N° SIRET : 229 850 003 00018
Dénommé ci-après « le bénéficiaire »

D'autre part,

Référence : Convention n° CT-2016

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L. 351-7 ;

Vu le décret n° 2006-501 du 3 mai 2006 modifié relatif au FIPHFP ;

Vu la délibération n° 2007-05-04 du 24 mai 2007 modifiée du comité national du FIPHFP portant sur les modalités de dévolution par voie conventionnelle des financements du FIPHFP ;

Vu la délibération n° 2007-05-07 du 24 mai 2007 du comité national du FIPHFP portant sur la répartition des compétences en matière de décisions de financement entre le comité national, les comités locaux et le directeur de l'établissement public ;

Vu la délibération n° 2018-03-04 du 15 mars 2018 du comité national du FIPHFP portant institution de la convention simplifiée entre le FIPHFP et les employeurs publics ;

Vu la délibération n° 2023-MAY-08-01 du 29 août 2023 du comité local du FIPHFP de Mayotte portant décision de financement ;

Vu l'avis préalable du contrôleur budgétaire du FIPHFP ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 6 : DURÉE DE LA CONVENTION

6.1. Période de réalisation du plan d'actions

La période de réalisation du plan d'actions de la présente convention correspond à la période d'éligibilité des dépenses. Elle s'étend du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024 inclus.

Aucune demande d'aide ponctuelle ne peut être présentée auprès du FIPHFP pour des dépenses ressortant de la période de réalisation du plan d'actions.

6.2. Période de validité de la convention

La présente convention entre en vigueur le 1^{er} juillet 2023. Son terme est fixé au 31 décembre 2024.

Article 7 : FONGIBILITÉ DES CRÉDITS

Les crédits accordés au titre de chaque axe du plan d'actions sont limitatifs sur la durée d'exécution de la convention. Les crédits sont fongibles au sein de chaque axe du plan d'actions.

Le bénéficiaire a la faculté de mobiliser l'ensemble des aides du catalogue des interventions du FIPHFP dans les conditions fixées par le comité national, y compris celles qui n'avaient pas été prévues dans le plan d'actions initial dans la limite du montant de chaque axe.

Article 8 : MODALITÉS DE VERSEMENT DES FONDS

8.1. Montant du financement

Le montant total du financement du FIPHFP, mentionné à l'article 3 de la présente convention, est un montant maximum.

Le montant définitif du financement du FIPHFP correspond aux dépenses effectivement réalisées et justifiées.

8.2. Versement des fonds

Le versement des fonds intervient dans les conditions suivantes :

- un acompte de 47 850,40 €, au moment de la signature de la présente convention, représentant 80 % du plan d'actions ;
- un solde, à la fin de la durée de la présente convention, sur production du bilan d'activité prévu à l'article 9 de la présente convention et après analyse de celui-ci, correspondant au montant total des dépenses admisés par le FIPHFP sur la durée de conventionnement, déduction faite du versement déjà réalisé.

Les versements sont conditionnés au règlement intégral des contributions annuelles dues par le bénéficiaire ou à la production d'un échéancier de paiement accordé par l'Agent comptable du FIPHFP couvrant l'intégralité de la dette et dont les termes devront être respectés le jour du paiement.

8.3. Paiement

Les règlements interviendront après réception des documents exigés par virement administratif sur le compte ouvert au nom de la Paierie départementale de Mayotte, dont les coordonnées sont les suivantes (IBAN) : FR88 3000 1000 644J 0300 0000 024.

Article 9 : REMISE DU BILAN D'ACTIVITÉ

Le bénéficiaire est tenu de transmettre un bilan d'activité au FIPHFP au plus tard 45 jours après la fin de la période de réalisation du plan d'actions figurant à l'article 6.1 de la présente convention.

La résiliation deviendra effective 30 jours après l'envoi par la partie qui invoquera le non-respect d'une obligation par lettre recommandée avec accusé de réception exposant ses griefs, à moins que, dans ce délai, l'autre partie n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas les parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation, et ce sans préjudice de tout recours.

Article 13 : REVERSEMENT DES FONDS PERÇUS

Conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 2006-501 modifié, les fonds reçus par le bénéficiaire qui n'ont pas été employés ou qui ont été utilisés pour des actions qui ne sont pas admises par le FIPHFP sont reversés au FIPHFP par le bénéficiaire.

Ce reversement devra intervenir dans un délai de 60 jours à compter de la réception d'un titre exécutoire.

En l'absence de reversement des sommes dues, aucune demande d'aide ponctuelle ne peut être présentée par le bénéficiaire auprès du FIPHFP.

Article 14 : CONTRÔLES

Le bénéficiaire doit vérifier la régularité des dépenses présentées au remboursement du FIPHFP et doit conserver les pièces justificatives originales jusqu'à la date-limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, c'est-à-dire 3 ans après le dernier versement effectué.

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle sur place et sur pièces effectué par le FIPHFP. Il garantit la traçabilité des fonds utilisés et la piste d'audit (à partir d'une dépense constatée, il est possible de reconstituer et de vérifier les séquences d'événements ayant mené à la prise en charge de la dépense par le FIPHFP).

Article 15 : ANNEXES

La présente convention est accompagnée des annexes suivantes :

- document intitulé « Projet de conventionnement entre le Conseil départemental de Mayotte et le FIPHFP » ;
- annexe 1 : « Plan d'actions » ;

Article 16 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes les modifications apportées à la présente convention donneront lieu à la rédaction et la signature conjointe d'un avenant.

Article 17 : LITIGES

Lors de l'exécution de la présente convention, les litiges ou différends qui ne pourraient être réglés par voie amiable seront portés devant la juridiction administrative de Paris, siège social du FIPHFP.

Fait en 3 exemplaires originaux.

À Paris, le 22 septembre 2023

Prénom et nom : Marine NEUVILLE

Qualité : Directrice de l'ERA FIPHFP

Signature et cachet de l'organisme :



A _____ le _____

Prénom et nom :

Qualité :

Signature et cachet de l'organisme :

PLAN D'ACTIONS

	Financement du FIPHFP	Taux de participation	Financement de l'employeur	Taux de participation	Programme d'actions
Axe 1 Recrutement des travailleurs en situation de handicap	16 400,00 €	78,24%	4 560,00 €	21,76%	20 960,00 €
Axe 2 Reclassement et reconversion des personnes déclarées inaptes	10 000,00 €	83,33%	2 000,00 €	16,67%	12 000,00 €
Axe 3 Maintien dans l'emploi	25 263,00 €	93,57%	1 737,00 €	6,43%	27 000,00 €
Axe 4 Formations des agents et des tuteurs en relation avec les travailleurs handicapés	3 000,00 €	100,00%	- €	0,00%	3 000,00 €
Axe 5 Communication, information et sensibilisation de l'ensemble des collaborateurs à l'handicap	3 000,00 €	1,28%	231 750,00 €	98,72%	234 750,00 €
Axe 6 Accessibilité Numérique	2 150,00 €	29,25%	5 200,00 €	70,75%	7 350,00 €
Axe 7 Actions innovantes					
Axe 8 Autres dispositifs de l'employeur					
TOTAL	59 813,00 €	19,61%	245 247,00 €	80,39%	305 060,00 €

Prénom et nom : Marine Neuville
Qualité : Directrice de l'EPA FIPHFP
Signature et cachet de l'organisme :



Prénom et nom :
Qualité :
Signature et cachet de l'organisme :